

*Initiatives parlementaires*

Pouvez-vous me dire ce qui est plus important? En d'autres termes, un mètre cube d'eau, qui représente la consommation quotidienne dans une habitation moyenne, coûte environ 60c. Soit dit en passant, ce montant comprend les frais de l'épuration des eaux usées. En comparaison, une quantité comparable de boisson gazeuse coûte environ 800 \$.

Il y a quelques années, les principaux paliers de gouvernement assumaient une grande partie du financement des infrastructures dans ce domaine. À lui seul, le gouvernement fédéral y a consacré environ 2 milliards de dollars entre 1961 et 1978. À cause de son programme de réduction de la dette et de ses efforts pour démêler les impôts, il a abandonné ce programme en 1980. Les provinces font maintenant face aux engagements importants qu'elles ont pris et en arrivent à la même conclusion: si la formule de paiement par l'utilisateur est logique, elle l'est surtout en ce qui concerne l'infrastructure municipale.

Nous en arrivons donc à dire que le financement à cette fin devra désormais venir de sources locales, soit au moyen de politiques d'établissement des prix en fonction de la consommation.

Le rôle du gouvernement fédéral consiste à encourager les gestionnaires de ressources à gérer sagement ces dernières et non à financer l'infrastructure. Examinons de plus près les problèmes économiques qui en découlent et la façon dont le gouvernement local peut les résoudre.

L'arriéré des travaux qui sont nécessaires pour moderniser les réseaux d'eau serait de l'ordre de 10 milliards de dollars. Cet argent doit servir à rénover l'infrastructure du traitement des eaux du Canada afin de répondre aux besoins de demain. Les grandes régions qui nécessitent des travaux sont les bassins des Grands Lacs et du Saint-Laurent, le bassin de la vallée inférieure du Fraser ainsi qu'une grande partie des provinces de l'Atlantique.

Nous savons que, dans l'ensemble, les taxes d'eau rapportent chaque année environ trois milliards de dollars aux municipalités du Canada. En Ontario seulement, les recettes totalisent 1,3 milliard de dollars. Nous savons également qu'en moyenne, l'utilisation de l'eau coûte moins de 20 dollars par mois, c'est-à-dire moins qu'une caisse de bière.

Si les municipalités doublaient leurs taxes d'eau, ce qui n'imposerait pas un lourd fardeau aux usagers, les recettes additionnelles seraient d'environ 2,5 milliards de dollars par année. Même si l'on tenait compte d'une légère baisse de recettes due aux mesures de conservation et à la rationalisation de la demande qui en résulteraient, une telle initiative aurait des retombées extraordinaires.

Le problème du financement des travaux ne fait pas de doute. Si l'on doublait les taxes d'eau, on pourrait dans

l'ensemble recueillir suffisamment de fonds pour assurer en cinq ans l'autofinancement des travaux d'infrastructure nécessaires.

Ces chiffres sont des moyennes qui pourraient varier d'une localité à l'autre. Étant donné l'envergure des travaux, il faudrait une décennie et plus pour les mener à bonne fin.

Dans certaines municipalités, on pourrait commencer les travaux rapidement. Dans d'autres, il faudrait mettre des années pour les démarrer. Dans d'autres enfin, les travaux sont déjà en marche. De toute façon, les gouvernements aimeraient y aller progressivement et répartir ces travaux de rénovation sur une longue période au lieu d'entraîner une escalade des coûts.

On aurait grand avantage à imposer des frais d'utilisation pour les services d'eau. Cela ferait automatiquement diminuer la demande et, à long terme, les besoins en immobilisations pour l'augmentation de la capacité des systèmes. En dépensant davantage au niveau local pour le renouvellement des infrastructures, on créerait de l'emploi. En outre, la facturation fondée sur la consommation permettrait de répondre à des besoins locaux précis et accroîtrait substantiellement l'efficacité des systèmes.

Avec des programmes de financement général, certaines municipalités riches peuvent obtenir trop d'argent par rapport à des localités plus pauvres, et les gros consommateurs sont favorisés au détriment des plus petits, souvent des consommateurs à faible revenu.

D'un point de vue plus général, on ne peut pas douter que, lorsque le prix des ressources reflète les coûts réels de leur exploitation, les sociétés gaspillent moins. Par exemple, les pays où l'on a fait payer aux consommateurs toutes les augmentations du prix de l'énergie dans les années 70 sont aujourd'hui ceux qui ont le plus haut PNB et qui ont les meilleurs résultats au regard des autres indicateurs. Les pays qui ont protégé les consommateurs des effets des hausses ont vu leur position économique relative se détériorer sur la scène internationale. Les programmes d'évaluation des ressources ont donc un effet direct sur la croissance économique.

Les mêmes facteurs jouent pour ce qui est de l'approvisionnement en eau. L'établissement des prix en fonction des coûts réels et de la consommation représente un facteur qui peut influencer sur la position concurrentielle du Canada.

• (1930)

Par conséquent, il est indéniable que le calcul de la taxe d'eau en fonction de la consommation est la clef de la politique d'approvisionnement en eau des municipali-